

"AFRIQUE SOCIALISTE" OU "SOCIALISME AFRICAIN"



Fidel Castro

S I le socialisme est partout à l'ordre du jour, il est en Afrique une véritable obsession. Nulle part on n'en parle tant. Nulle part non plus le mot ne recouvre des réalités plus différentes, allant des efforts les plus positifs jusqu'aux plus vulgaires mystifications.

Il est vrai que le mot « socialisme » y est généralement affublé d'un adjectif, ce qui est presque toujours équivoque. On parle très volontiers de « socialisme africain ». Mais qu'est-ce que cela veut dire ? S'agit-il seulement de tenir compte des particularités africaines pour l'édification du socialisme en Afrique ? S'agit-il au contraire de considérer les problèmes africains comme une réalité essentiellement différente, de prétendre en particulier que la lutte des classes n'existe pas dans les sociétés africaines et que le socialisme y sera par conséquent l'« œuvre de tous », du plus riche au plus pauvre, de l'industriel « national » au simple paysan ? En un mot, le « socialisme africain » est-il la voie spécifique vers une Afrique socialiste ou le paravent idéologique de l'Afrique néo-coloniale ?

Tout dépend du parti et des masses populaires

La réponse est évidemment à nuancer selon les pays.

Au Mali, en Guinée, au Ghana surtout, des

expériences intéressantes sont en cours. Ces pays sont caractérisés par l'existence d'une planification centrale, par l'importance du secteur d'Etat dans l'économie nationale, par le rôle et l'organisation d'un parti d'élite à base populaire. Sans doute peut-on dire qu'il s'agit plus d'un nationalisme d'Etat que d'un socialisme au sens où nous l'entendons en France. Sans doute pourra-t-on contester certains aspects du régime de parti unique. Mais il faut se rendre compte des difficultés, du manque de maturité politique, du manque de cadres et de capitaux. La phase nationaliste et le côté « jacobin » du parti unique sont, dans ces conditions, la rançon d'une certaine efficacité.

Il en résulte, il est vrai, de nombreuses difficultés, de nombreux risques d'échec. D'une part, aucun de ces Etats ne peut se passer de l'aide extérieure, y compris des capitaux privés. Leur économie est fondée sur le développement concurrentiel d'un secteur d'Etat et d'un secteur « libre ». La possibilité d'une victoire du second sur le premier n'est pas exclue, ni non plus la possibilité d'une extrême bureaucratisation. Tout dépend du parti lui-même et du rôle des masses populaires, en son sein et dans le pays tout entier. A cet égard, le renforcement du parti au Ghana et la manifestation évidente de ses assises populaires est extrêmement encourageante.

Ailleurs, comme au Sénégal, la situation est plus ambiguë. Certains pensent encore que la perspective socialiste n'y est pas définitivement compromise. D'autres estiment au contraire qu'après la crise de l'an dernier il n'en reste plus rien que des mots. Quoi qu'il en soit, la prépondérance du secteur privé y est évidente.

Où résident les germes d'une Afrique socialiste

Enfin, dans la plupart des autres Etats, c'est la bourgeoisie mercantile et administrative qui est au pouvoir et qui exploite la population, à

la fois pour son propre compte et pour celui des entreprises étrangères. Pourtant, comme le développement du capitalisme en Europe a engendré un prolétariat dont la mission historique est de le détruire, de même le



Nasser

développement de l'économie africaine suscite une lutte de classes de plus en plus violente, dont la grève générale qui vient de se dérouler pendant quinze jours au Nigeria (le plus grand et le plus riche des pays africains) est un exemple impressionnant.

Ainsi, dans chaque pays, la tension des forces est considérable, mais leur degré d'évolution est très inégal. Au demeurant, les perspectives du socialisme ne peuvent guère se limiter au cadre d'un seul Etat. Les nationalités minuscules héritées du partage colonial ne permettent pas un développement économique harmonieux. Celui-ci n'est possible qu'à l'échelle panafricaine. C'est pourquoi la lutte pour l'unité africaine est inséparable de la lutte pour le développement économique et pour le socialisme.

A cet égard, il existe d'ores et déjà de puissants facteurs d'unification, face aux courants centrifuges représentés par les bourgeoisies administratives attachées à leurs pouvoirs respectifs. Il y a la solidarité avec les masses opprimées d'Afrique du Sud et des

colonies portugaises ; il y a la répercussion dans tous les pays des conflits sociaux ou des expériences positives de chacun d'eux ; il y a l'identité des formes d'exploitation et de domination économique ainsi que des réactions qu'elles suscitent dans l'opinion populaire. C'est là, plus que dans les discours sur le socialisme africain, que résident les germes d'une Afrique socialiste.

Les pays comme l'Algérie ou le Ghana, qui ont pris dès maintenant une option très claire, peuvent contribuer puissamment — s'ils ne se fourvoient pas eux-mêmes — à guider l'ensemble du continent africain sur cette voie. Mais ils ne le peuvent qu'ensemble et avec le soutien du mouvement ouvrier mondial.

Dans son message à l'occasion du quinzième anniversaire de la fondation de son parti, Kwamé Nkrumah déclarait en conclusion : « Nous ne sommes pas seuls. Toutes les forces de progrès dans le monde sont avec nous. »

Nous savons, hélas ! que cette affirmation du leader ghanéen est plus un vœu pour l'avenir que la constatation d'un fait. Et pourtant, il est vrai que le capitalisme tire de l'exploitation néo-coloniale une part essentielle de sa force. Il est vrai que les prolétariats des pays industriels et les masses des pays du Tiers Monde sont exploités par le même adversaire de classe.

Il appartient au mouvement ouvrier des anciennes puissances coloniales de faire passer dans les faits cette solidarité objective par des contacts organisés et par des actions communes contre l'ennemi commun. L'originalité de notre parti, son indépendance incontestée à l'égard des blocs lui confère dans ce domaine des possibilités exceptionnelles et par conséquent des devoirs accrus.

Manuel Bridier.